

AUTOGESTION ET RUPTURES RÉVOLUTIONNAIRES

SDS n° 112-113, nov.-déc. 1989

C'est une évidence, le mouvement révolutionnaire connaît une grave crise de sa culture, de son identité, de sa stratégie. Cela implique pour faire face aux situations qui s'offrent à nous en cette fin de siècle, un travail de reconstruction et de réévaluation de nos références, de nos pratiques. Il n'est sans doute pas inutile de le rappeler en introduction pour éviter tout faux débat, notre problème n'est pas d'annoncer la nécessité de la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste mais de tracer certaines des voies et modalités de cette rupture et de sa préparation. La rupture étant ce cumul de sauts qualitatifs, de moments accélérateurs qui permettent de passer des pouvoirs en construction au Pouvoir qu'il faut conquérir, des "parties" au "tout". Il nous faut envisager, en cette fin de siècle, comment cette rupture pourrait se préparer et s'opérer. Dans les pays capitalistes, la pratique révolutionnaire, pour des raisons d'histoire et d'idéologie, s'est souvent et depuis trop longtemps restreinte à la dénonciation sans proposition, à "l'idée que du passé, il fallait faire table rase", à la vision de la crise révolutionnaire comme un "avant" grand soir qu'il s'agit de préparer et un "après" dont on parlerait plus tard. Mais outre que le grand soir était déjà un mythe du temps de Blanqui, qu'octobre 17 s'est mis en place pendant neuf mois, ce découpage "classique" ne permet de rendre compte ni de la crise du projet socialiste révolutionnaire ni de la dynamique révolutionnaire de notre époque où les situations se combinent (y compris dans les périodes de recul comme celle que nous connaissons actuellement) et où, dans une certaine mesure, "révolution et transition", ne sont pas séparées par un mur aussi étanche qu'on s'est habitué à le penser. De plus, pour que se déploient demain des mouvements sociaux capables de renverser l'Etat capitaliste, il faut préalablement qu'ils aient perçu et vérifié la possibilité d'une gestion autonome des institutions sociales au travers d'une coopération contractuelle entre les intéressés. La dualité de pouvoir constituée par la prise en main des moyens de production, des services, de la ville, amènera les organisations populaires à articuler tâches politiques, sociales et économiques. Et pour que cette dualité de pouvoir surgisse avec une problématique d'ensemble au moment opportun, l'existence préalable de ces "contre-pouvoirs" qui forment aujourd'hui l'ossature stratégique des mouvements de

libération nationale dans ces îles que l'on dit françaises est une donnée fondamentale. On a trop souvent tendance à oublier les réalités d'une autre époque du mouvement ouvrier où celui-ci s'identifiait à un projet pour demain mais aussi (et surtout) à une contre société vivant au sein même de l'actuelle société dont la destruction était l'objectif. Le fait que confrontée à des échéances cruciales (le fascisme, la guerre), ce mouvement ouvrier et cette contre-société n'aient pu ou voulu rompre avec l'ancienne société pour des raisons que l'on connaît - et qu'il n'y a pas lieu d'envisager ici -, ne doit pas nous conduire à oublier ce qui devrait constituer une constante pour la reconstruction d'une stratégie révolutionnaire : le projet social doit d'ores et déjà vivre comme une alternative concrète dessinant les contours du possible au sein même du vieux monde. Et cette nécessité est plus que jamais vitale face à la déroute du "socialisme réellement existant" et de ses avatars post coloniaux. Lucien Sfez dans un article intitulé "autogestion et pierre philosophale" parlait de l'autogestion comme du "temps germe". Il désignait par là les processus de construction de l'identité collective de divers groupes sociaux au travers de leurs expériences au cours desquelles ces groupes s'auto-organisaient et s'approprièrent, qui un droit, qui une parcelle de pouvoir. L'après 68, présenté ici et là - à juste titre d'ailleurs mais de façon univoque comme les années du dogmatisme triomphant, a été le théâtre d'une multitude de "temps germe" qui éclairent d'une lumière accablante l'urgence du nécessaire et possible réarmement culturel et stratégique de ceux qui entendent agir pour changer le monde. Les "temps germe" de l'après 68 ont été, même en France, nombreux. Lip, le Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception, le mouvement syndical des soldats en sont sur des registres différents des "archétypes". Bien évidemment non exempts de contradictions et de questions non résolues, ils ont néanmoins permis de tracer des possibles pour une perspective révolutionnaire. Ils ne devraient pas être considérés comme de simples moments d'affrontements avec la logique du système mais comme des éléments d'une critique pratique du capitalisme et de ses rapports sociaux qu'il nous faut au plus vite (ré)intégrer dans notre problématique politique. Ce sont à l'évidence des moments et des lieux de "rupture partielle", de véritables "autogouvernements limités", qui auraient pu permettre la constitution d'espaces échappant, sans doute provisoirement,

rement et partiellement de toute façon, au système. Ces espaces permanents, porteurs de mémoire, d'auto-organisation, de nouvelles cultures, de futurs possibles, de positions conquises dans la société sont des conditions préparatoires à la rupture révolutionnaire. Ils sont le lieu d'une expérience collective. Dans un numéro de la revue *Autogestion* consacré au Mai rampant italien, P. Bernocchi évoquait cette nécessité en ces termes : " (il y a) exigence pour les mouvements populaires de trouver des structures permanentes d'organisation de masse, non exclusivement syndicales, capables d'associer la lutte économique à la lutte politique ou mieux encore, les luttes sectorielles à la lutte anticapitaliste dans son ensemble ". Quinze années après, il serait temps d'intégrer ce que nous a apporté la lutte du MLAC et de comprendre pourquoi, après le vote de la loi Veil, il n'a pas été possible de "stabiliser" ce mouvement, sous des formes ad hoc comme par exemple des "centres d'orthogénie gérés par les usagers", lui permettant de se constituer ainsi en contre-pouvoir. Cela pose d'ailleurs de façon plus générale, le problème de la gestion des rapports de forces entre les phases aiguës de la lutte notamment quand celle-ci a échappé aux organisations traditionnelles et mis en marche les "nouveaux" mouvements sociaux, dans les situations où tout n'est pas encore possible ou au contraire quand tout n'est plus possible. Ce qui a été souvent possible ailleurs dans la foulée des crises sociales et politiques de 1968, c'est à dire la stabilisation relative et provisoire de "contre-pouvoirs" intégrant les avancées du mouvement des masses et permettant la survivance de l'expérience collective comme un rapport de forces nouveau dans la société, sous la forme de ce que certains appellent des "espaces de liberté" ne l'a pas été en France. Certes les conditions sociales et politiques étaient différentes. Mais on peut se demander si l'insistance mise par la plupart de ceux qui "portaient la parole révolutionnaire" à affirmer que la pratique illégale publique et massive des avortements ne constituaient qu'une forme de "gestion de la pénurie" et qu'à Lip et dans les mini-Lips qui ont suivi, l'autogestion était impossible car le système capitaliste était encore en place, n'y est pas pour quelque chose. Contre-pouvoirs et démarche propositionnelle permettent de construire certaines des conditions matérielles, organisationnelles et politiques de la rupture. Ils permettent non pas de réconcilier l'eau et le feu, le réformisme et la révolution, non y a pas de "résoudre le

dilemme intégration réformiste pour aujourd'hui ou rupture révolutionnaire pour demain" comme le prétend Pierre Rosanvallon, mais de concevoir une articulation dynamique entre les réformes (les acquis), les transformations structurelles obtenues dans la lutte, la stabilisation de mouvements sociaux et la perspective révolutionnaire. "La réforme n'a desens et de raison d'être qu'animée par la conscience de cette finalité " disait Maximilien Rubel dans un commentaire sur Marx, ce qui apparaît à la fois comme une évidence et comme une des conditions nécessaires pour sortir des impasses où nous entraînent comme deux frères ennemis : le réformisme et le révolutionnarisme de l'extrême-gauche.

CISJORDANIE, EUZKADI, BELFAST, MINEAPOLIS, KANAKY... UN, DEUX, TROIS "LIPS"

A bien y regarder, on s'aperçoit que cette problématique ou du moins cette pratique de mise en place de contre-pouvoirs dans le cadre même du système d'oppression n'est pas limitée à des situations marginales ou des cas d'espèces. Elle est une constante mondiale que l'on retrouve dans beaucoup des conflits sociopolitiques mettant en mouvement tout ou partie de la société, dans des situations d'explosion sociale radicale ou de répression aggravée ou encore des situations combinant ces deux données, et où l'observateur superficiel n'entrevoit que peu souvent ce qui se passe sous les pavés qui volent et entre les balles qui sifflent. Ce n'est pas le lieu ici d'en faire l'inventaire et l'analyse détaillée, mais on aperçoit ces formes de contre-pouvoirs, cette mise en place de services collectifs alternatifs, ces coopératives dans la Palestine où l'Intifada insurge s'articulent avec une organisation parallèle de la vie sociale et partiellement de la vie économique. Parce que là comme dans beaucoup d'autres lieux, ils'agit aussi, tout en luttant et en préparant l'avenir, de vivre, de faire vivre des familles, de leur donner à manger, de fournir des services sociaux, des écoles constituant des minimums indispensables en même temps que des lieux de développement et d'organisation de la conscience collective. "Quoi de plus innocent pour l'autorité qu'une réunion de gens se réunissant pour acheter du lard, des pommes de terre et des haricots" se demandait malicieusement l'auteur d'une contribution sur les coopératives pour le Congrès du Syndicat des Travailleurs Corses. Rien sauf qu'en pleine Intifada, un groupe d'horticulteurs produisant des

semences pour les jardins potagers familiaux, conseillant les villageois sur les techniques de jardinage, s'est progressivement constitué en "structure alternative de conseil" se substituant ainsi à l'autorité occupante... Cela a naturellement été considéré comme intolérable par l'armée de l'Etat sioniste qui en a rapidement compris la dynamique objective. On le sait, il existe des dizaines de coopératives et d'associations dans les territoires occupés et la récente proclamation d'un Etat indépendant couplé au retrait jordanien va inévitablement donner une place importante à ce type d'initiatives. Encore une fois, il ne s'agit pas d'opposer la lutte armée menée par l'OLP depuis plus de vingt ans à l'Intifada et l'Intifada à ces formes "coopérativistes" mais de comprendre qu'elles s'intègrent dans la même problématique de mise en place des conditions sociales, économiques et politiques de l'Etat palestinien de demain. A l'autre bout du monde, dans le très pacifique Canada, qui n'en finit pas d'annihiler dans l'alcool, l'assistanat et la dépendance les 500 000 amérindiens qui réclament la souveraineté sur leurs terres ancestrales, les Indiens Mohawks ont créé dans leur réserve leur police qui a chassé "celle des blancs", leurs écoles, leur service de santé. Tout cela est ici plus ou moins toléré par les autorités, ce qui n'exclut pas, loin de là, les conflits mais c'est dans leur dynamique qu'il faut considérer ces initiatives. Plus connu est l'exemple des poblaciones chiliennes où les réseaux de solidarité sont très développés avec des soupes et des ateliers populaires, des dispensaires, des boulangeries, des services de voiries. Et il suffit de comparer la place occupée par les habitants des poblaciones chiliennes dans le combat contre la dictature avec celle des habitants des favellas brésiliennes où rien ne structure la vie quotidienne et pallie collectivement à la misère, à la barbarie quotidienne pour comprendre qu'il n'est pas possible aujourd'hui de faire l'économie du développement de ce type de travail - sauf à le laisser aux mains des Eglises et autres organismes caritatifs - et surtout de son intégration dans la problématique révolutionnaire. Ailleurs, aux USA, du fait même de la structure sociale du pays (ghettos, "poches de pauvreté"), se sont mises en place au cours des vingt dernières années - des structures d'entraide, de coopération ayant permis, souvent sur une base communautaire, d'enfoncer des coins dans le système même si globalement celui-ci n'en paraît pas immédiatement ébranlé. On peut mentionner parmi des dizaines d'exemples, les "free clinics",

ou encore le garage de la communauté de Southside (Minéapolis) qui se donnait pour tâche d'organiser un service de réparation automobile bon marché dans une communauté à bas revenu, de former des jeunes à la mécanique et de jeter les bases d'une organisation communautaire des transports. Il n'est pas suffisant comme le fait l'éditorialiste de la revue Autogestion qui rendait compte des expériences américaines, de déclarer que ces contre sociétés culturelles et communautaires ont été "nourries et récupérées par le système". Encore faut-il dire en quoi elles ont permis une expérience sociale collective et la construction d'une cohérence communautaire autour d'un projet et que cette problématique peut et doit s'intégrer dans un projet politique de transformation radicale. On pourrait multiplier les exemples de ces "contre pouvoirs" (on les retrouve notamment en Euzkadi et en Ulster, aux USA, en Italie, en Hollande) qui permettent de les réinsérer au coeur d'une problématique et d'une pratique révolutionnaires ancrées dans le mouvement réel des masses. On peut aussi indiquer sans analyser plus avant le phénomène, qu'il s'est créé en France, entre 1979 et 1984, crise généralisée du capitalisme aidant, autant de SCOP que depuis 1830!

CES ILES QUE L'ONT DIT FRANÇAISES

Dans le cadre de l'Etat français, c'est dans les dernières colonies françaises, que cette stratégie des contre-pouvoirs a trouvé son plein essor dans les dernières années. Ce sont ces situations coloniales spécifiques qui ont permis la mise en oeuvre d'une orientation alternative et autogestionnaire globale et cohérente. Dans ce type de société colonisée et déstructurée, la construction d'un rapport de forces ne peut évidemment pas résulter de la simple juxtaposition de revendications politiques ou sociales aussi radicales soient elles. La simple dénonciation du colonialisme ne suffit pas. Seule une activité insérée dans une démarche d'ensemble mettant en avant un projet de société, se concrétisant partiellement dans les luttes quotidiennes, esquissant d'ores et déjà les structures économiques et sociales de l'indépendance et permettant ainsi le rassemblement des groupes sociaux intéressés peut constituer une alternative crédible. Cette problématique se développe aujourd'hui de manière convergente à la périphérie de l'Etat français, elle y est systématisée dans un cadre stratégique et apparaît à l'évidence porteur d'un nouveau projet social en rupture tant

avec le système économique et politique actuel qu'avec les modèles ayant jusqu'alors triomphé dans les pays libérés du colonialisme. La convergence stratégique face à l'adversaire commun est maintenant patente ; les luttes empruntent des voies similaires : émergence de structures d'auto-organisation, reconstruction d'une économie "de libération" selon la terminologie guadeloupéenne, appréhension par les intéressés des pouvoirs partiels pour préparer la rupture avec l'ordre ancien. Cette convergence ne procède pas d'un "a priori" idéologique mais découle très précisément des réalités sociales et économiques dans lesquelles agissent ces mouvements qui s'emparent, expérimentent et enrichissent des éléments d'une problématique autogestionnaire qui dans leur contexte spécifique prend un relief particulier, car il n'y a pas d'autre voie pour la lutte. L'autodétermination, l'indépendance ne sont pas conçues comme une revendication institutionnelle mais comme un processus social et politique. La stratégie autogestionnaire se concrétise par la mise en place des alternatives à la dépendance, par des propositions, une démarche et une pratique au quotidien. Ses éléments sont constitués par ce que les nationalistes corses appellent un "contre plan pour l'engagement du processus de décolonisation" posant concrètement sur le terrain de l'activité du mouvement des masses les questions de l'alternative au colonialisme c'est à dire de la rupture avec l'Etat et le système capitaliste. Les structures des contre-pouvoirs nationalistes (coopératives comprises) permettent la multiplication des initiatives et ont pour vocation d'inverser les formes de domination, de déstabiliser les intérêts coloniaux et d'initier la construction de la société nouvelle. Il apparaît donc une volonté stratégique de lier les luttes politiques et revendicatives quotidiennes, une reconstruction économique pensée en termes de libération nationale et sociale au travers de l'élaboration d'un mode de développement de type autocentré respectant les équilibres géographique, culturel, écologique, l'ensemble étant sous-tendu par un projet politique global d'intérêt collectif et de rupture avec le système colonial. Les projets économiques de type coopératif sont compris dans leur dynamique et dans leurs contradictions propres compte tenu de l'environnement capitaliste et colonial mais s'inscrivent dans le cadre global de la mise en place de l'alternative et articulé avec le mouvement de l'ensemble des forces organisées du bloc nationaliste. Il faut, écrivait il y a

quelques années le Mouvement Corse pour l'Autodétermination, créer "l'alternative au système colonial, tant au niveau de la proposition économique ou de l'organisation de l'activité productive que par les contre-pouvoirs complémentaires mettant progressivement en place une économie au service du peuple corse". Chacune de ces files se trouve confrontée à un déclin très avancé de ses activités productives, il y a donc volonté de maintien sur place des activités productives existantes, délaissées par l'Etat ou les firmes capitalistes, nécessité de préserver des savoirs-faire, de faire renaître des activités de production. La rupture n'est pas encore faite que déjà une certaine planification se développe. La rupture avec la domination coloniale et par conséquent avec la dépendance économique est donc envisagée et recherchée par l'élaboration d'une stratégie de reconstruction de la société. Cela aboutit à la multiplication et la systématisation des initiatives qui vont dans ce sens obligeant à la mise en œuvre des ressources locales et extérieures disponibles, à la prise de responsabilités collectives. La reconquête de l'économie pour rompre avec la dépendance apparaît comme une des conditions de la libération nationale et sociale. Dans la lutte quotidienne, se forment à la fois une identité collective de résistance au système de domination et les forces matérielles pour la construction du futur. Le développement de "l'économie de résistance" a de toute évidence un caractère politique. Elle conditionne à la fois les possibilités de développement économique pour ce fameux "après" mais nous révèle aussi cette fameuse situation "boarder line" de longue durée où "révolution et transition", ne sont pas séparées par le préalable à toute mise en place de pouvoirs que serait la prise du pouvoir. Une certaine planification apparaît même possible - et nécessaire - dans le cadre de la construction de cette économie de libération. Elle se manifeste dans la définition de l'intérêt collectif, de l'utilité sociale, dans les choix qu'impliquent la recherche d'une économie autocentrée, dans le type d'alternatives que l'on met d'ores et déjà en place pour isoler les intérêts coloniaux. Prenons quelques exemples. Les choix de l'Etat en matière d'énergie (câble ICO) sont contestés par les nationalistes corses. L'alternative envisagée combine production énergétique et projets d'irrigation. L'occupation et la mise en exploitation du domaine de Pinia dans la plaine orientale avaient de la même façon pour objectif de rétablir la nécessaire complémentarité entre les productions

agricoles de plaine et de montagne. L'alternative à la dépendance est plus qu'un projet pour "l'après", elle est d'ores et déjà inscrit dans la pratique sociale d'aujourd'hui. En Gwadeloupe, les terres occupées (Galbas) permettent par exemple de mettre en place des structures d'irrigations nouvelles et d'expérimenter la culture du riz - inconnue jusque là - et ainsi d'amorcer une certaine réorientation autour d'une "agriculture de résistance" basée sur des productions vivrières indispensables pour la Gwadeloupe indépendante. Erié Broussillon, membre du Bureau politique de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, nous disait de Galbas que c'était une "expérience économique dans le sens où l'on fait de l'agriculture, mais c'est aussi un embryon de contre pouvoir car on montre que l'on peut non seulement produire mais aussi diriger et contrôler une région. C'est une expérience de contre pouvoir pour l'établissement de rapports sociaux nouveaux et c'est en miniature ce que nous voulons faire plus tard ". L'opposition au colonialisme et la construction de la Gwadeloupe indépendante sont ici indissolublement liées. Et dans les luttes, se développent à la fois une réflexion autour d'une production réorientée et sa mise en œuvre, la mise en place de groupes d'entraides (hérités de la tradition des "coups de main"), et les perspectives de coopératives de production, de commercialisation, on réfléchit sur les technologies nécessaires, sur la place des cultures d'exportations sources de devises. En Kanaky, la stratégie d'alternative économique du FLNKS est centrée sur la multiplication des coopératives (pêches, élevage, agriculture, distribution...) capables de conquérir les marchés de l'intérieur et de concurrencer ainsi les sociétés d'import-export caldoches. Reconquête du marché, auto-subsistance (cultures vivrières) et cultures d'exportation (café) sont intégrés à la stratégie pour "l'indépendance kanak et socialiste ". L'organisation de la vie économique et sociale par le FLNKS est explicitement conçu comme l'un des instruments privilégiés de résistance et d'accession à l'indépendance. "L'après" est d'évidence déjà commence dans ces trois îles alors que "l'avant" va sans doute s'étaler encore pendant tout un temps où des avancées et des reculs ne manqueront pas d'intervenir. "L'après" vit dans le cadre même du système colonial, en subit évidemment les contraintes mais éclaire l'avenir. La possibilité d'un "moment rupture" étant elle-même dépendante de cet "après" qui se construit dès aujourd'hui. "L'après"

est en germe dans le cadre même du système et le récent accord de Matignon, le "dialogue" ouvert en Corse vont nous obliger dans le cadre des tâches de solidarité de donner toute notre attention et notre aide à la construction de cet "après" sans attendre le "moment rupture". La formule "c'est des aujourd'hui qu'il faut construire l'indépendance" ne doit pas rester pour les anti-colonialistes de France un simple slogan. Elle doit s'inscrire dans notre pratique internationaliste. Alain Rollat dans un récent article du Monde consacré à la Nouvelle-Calédonie décrivait certains villages comme des phalanstères fouriéristes pratiquant une "autogestion élémentaire". La formule employée peut sembler un tantinet désinvolte ou anachronique mais elle permet de lire le processus révolutionnaire en cours à la lumière d'une problématique qui a été celle de Marx. Il ne s'agit, bien sûr, pas de phalanstères conçus comme des constructions artificielles coupées des processus sociaux mais au contraire, nous avons à faire à une réhabilitation, dans l'activité autonome du mouvement populaire, de la coopération-auto-gestion

LE CRIME DE MONSIEUR OWEN

Dans son introduction au livre III du Capital, Maximilien Rubel indique que "la réalité de la praxis prolétarienne se présente dans l'œuvre de Marx par référence à plusieurs modes d'émancipation partielle et provisoire adoptées par les classes laborieuses au cours de leurs combats". Il les cite: "les coopératives, les syndicats, les partis, les communes ouvrières". Au début des années soixante, dans les cahiers de l'ISEA, Tom Lowitt précise cette idée en affirmant que Marx voyait dans la coopération "le nouveau mode de production surgissant au milieu de la société capitaliste et comme négation de celle-ci ". Il est vrai que dans son Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs (septembre 1864), Marx prend un parti positif sur la question de l'efficacité des tentatives de coopératives comme moyen révolutionnaire, tout en soulignant les limites et en les réinsérant dans le cadre du combat général pour l'émancipation: " il y avait en réserve une victoire bien plus grande de l'économie politique du travail sur l'économie politique de la propriété. Nous voulons parler du mouvement coopératif (. ..). la valeur de ces grandes expériences ne saurait être surfaite. Par des actions et non par des raisonnements, elles ont prouvé que la production (...) peut être exercée sans l'exis-

tence de la classe des maîtres (...) que le travail salarié, tout aussi bien que le travail des esclaves, que le travail des serfs, n'est qu'une forme transitoire et inférieure qui est destinée à disparaître devant le travail associé ". Il rend hommage et justice à Robert Owen, théoricien utopiste et praticien coopérativiste qui avait semé en Angleterre et dans le monde la graine du mouvement coopératif au grand effroi des bourgeois. Il faut se souvenir que dans les dix années qui ont précédées la révolution de 1848, l'Angleterre a été le théâtre du développement de près de 500 sociétés coopératives. Plus loin dans ce texte, Marx souligne les limites d'un mouvement coopératif qui pour "sauver les masses ouvrières doit être développé aux dimensions nationales (. . .)", sa dynamique propre ne suffisant pas et que cela nécessite évidemment la conquête du pouvoir politique. Cette remarque critique a conduit nombre de lecteurs de Marx à inverser la problématique en subordonnant tout projet émancipateur partiel à la prise du pouvoir préalable. Dans l'après 68, cela conduisait Roger Dangeville qui commentait Marx aux Editions Maspéro à affirmer qu'il s'agissait " avant tout de conquérir par des victoires politiques un terrain sur lequel cela pouvait être réalisé à long terme ". Il s'agit-là d'un travers commun à ceux qui en voulant à juste titre réaffirmer la nécessité de la prise du pouvoir politique, réduisaient l'activité révolutionnaire autonome des masses au travers d'un prisme déformant : le primat du « politique », c'est ici celui du "parti", sur toute autre forme d'organisation et d'activité du mouvement social. En septembre 1866, le premier Congrès de l'AIT reconnaissait de nouveau "le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur peut être supplanté par le système républicain de l'association de producteurs libres et égaux". (...) Mais le système coopératif restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salarié, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements sociaux généraux sont indispensables ". Cela n'empêche pas le Congrès de préconiser le développement des coopératives et de proposer des mesures pour lutter contre leur échec. Et on a trop souvent mis en avant la critique

acerbe faite par Marx aux utopistes qui opposaient à la lutte des classes et aux processus historiques leurs constructions (phalanstères, Icarie, villages coopératifs, home colonies...), et négligé sa compréhension du phénomène coopérativiste qu'il comprenait en réalité comme un produit même de ces luttes de classes. D'ailleurs, dans la 5ème section du tome III du Capital, Marx revient sur les coopératives en ces termes : " pour ce qui est des coopératives ouvrières, elles représentent, à l'intérieur de l'ancien système, la première brèche faite dans celui-ci, bien qu'elles reproduisent nécessairement et partout, dans leur organisation réelle, tous les défauts du système existant. Toutefois, dans les coopératives, l'antagonisme entre le capital et le travail se trouve surmonté, même si c'est encore sous une forme imparfaite : en tant qu'association, les travailleurs sont leur propre capitaliste, c'est à dire qu'ils utilisent les moyens de production à la mise en valeur de leur propre travail. Elles montrent comment, à un certain niveau du développement des forces productives matérielles et des formes sociales de production qui lui correspondent, un nouveau mode de production prend forme et se dégage tout naturellement de l'ancien (. . .). A titre égal, les sociétés capitalistes par actions et les entreprises coopératives sont à considérer comme des formes de transition entre le mode de production capitaliste et le système d'association, avec cette seule différence que, dans les premières, l'antagonisme est surmonté de manière négative, et, dans les secondes, de manière positive ". Maximilien Rubel note à propos de la société des pionniers de Rochdale fondée en 1844 par des partisans d'Owen, que "la coopération ouvrière peut être considérée comme le premier modèle de cette praxis économique qui, avec le mouvement politique (chartiste) marquera la volonté d'émancipation". Encore en 1880, dans une "enquête ouvrière", Marx revient sur la question en posant deux questions, consacrée l'une à l'existence des sociétés de résistance l'autre aux sociétés coopératives alors qu'elles sont de plus en plus à cette époque intégrées au système capitaliste. Il faut noter qu'il n'aborde jamais la question des coopératives en elle-même, il la traite toujours dans la perspective de l'émancipation générale des travailleurs. Citons encore Tom Lowitt : " En s'en remettant à la spontanéité ouvrière, Marx n'en est que plus libre pour proclamer constamment la nécessité de maintenir un point de vue plus large qui tienne compte du processus historique en plein

développement. Aussi, à une appréciation des éléments intrinsèques d'un mouvement coopératif isolé - qui varie suivant le type d'expérience envisagée - se superpose toujours une considération de sa valeur dans la perspective de l'abolition du salariat à l'échelle de la société". En effet dès l'époque de Marx se développaient des initiatives coopératives ne s'inscrivant pas dans la dynamique du mouvement émancipateur de la classe ouvrière, notamment sous l'influence du christianisme social. Ces considérations restent valides en cette fin de XXe siècle alors que nous sommes à la recherche d'une redéfinition du projet émancipateur. Un projet coopératif, de "contre-société", ne peut être apprécié que dans son articulation-dépendance avec le mouvement d'ensemble. Que ce projet résulte d'une démarche volontaire ou qu'il marque à un moment donné le rapport des forces dans un conflit. Et à l'inverse, ce mouvement d'ensemble nécessite la mise en place de ce temps germes comme forme transitoire découlant des transformations en cours. Ce qui est bien entendu le cas des projets coopératifs et les contre-pouvoirs qui nous intéressent et qui sont mis en place dans les dernières colonies françaises, même si à l'évidence des pressions spécifiques s'exercent et s'exerceront sur eux. Une autre des préoccupations de Marx est la constante affirmation de la nécessaire indépendance complète du mouvement coopératif vis à vis des aides de l'Etat. Il polémiquera à ce sujet contre les partisans de Lassalle en 1875 qui voyaient dans l'aide de l'Etat allemand une perspective de développement; les associations ouvrières, dit-il, "n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu'elles ne sont protégées ni par les gouvernants ni par les bourgeois". Il est intéressant de noter que, quelques décennies plus tard, l'Internationale communiste - qui aux yeux d'observateurs superficiels se situe aux antipodes de cette préoccupation coopérative - s'est elle aussi penchée sur la question. A son IIIe Congrès en 1921, elle s'est dotée de thèses sur l'action des coopératives alors dominées par les partis ouvriers réformistes. Au delà des considérations généraux sur la lutte politique d'influence en leur sein, il est fixé comme tâche à ces coopératives une « participation aux échanges commerciaux avec la Russie révolutionnaire, une participation à l'exploitation des richesses naturelles de l'URSS sous forme de concessions ». Au delà des aléas du devenir passé des relations de l'I.C. à l'URSS, l'idée de la contre-

société ouvrière capable d'autonomie économique et politique vis à vis de l'Etat bourgeois est ici implicitement présente. Elle nous renvoie sans détours aux types de solidarité déjà évoqués à mettre en place avec les îles que l'on dit françaises de même qu'avec toute lutte révolutionnaire pour affirmer l'internationalisme comme une réalité concrète. La brèche ouverte dans le cours du XIXe siècle par le mouvement coopératif comme forme de contre-pouvoir s'est effectivement refermée. Il n'en reste pas moins que ce mouvement constitue à la fois un pan de l'histoire ouvrière et, sous des formes renouvelées, un élément contemporain de la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des peuples. Les conditions sociales et politiques dans lesquelles nous évoluons doivent nous faire ré-évaluer toutes les formes de contre-pouvoir comme éléments d'organisation politico sociale et de transition. Les conditions de nos propres combats en cette fin de siècle en soulignent la modernité

Patrick Silberstein